

# LES CHIFFRES DU MOIS

## 89000

La Birmanie compte parmi les pays au monde les plus exposés aux conséquences du dérèglement climatique. Selon l'ONU, environ 89 000 personnes ont été déplacées en raison des inondations survenues dans le sud-est du pays, qui ont aussi fait près de soixante morts.



## 2-6

Du 2 au 6 septembre, des navires de l'armée birmane sont censés participer à un exercice maritime mené par les Etats-Unis avec 7 pays de l'ASEAN dans le Golfe de Thaïlande... Le but ? Contrecarrer l'influence maritime chinoise dans la région. Les Etats-Unis auraient-ils oublié avoir mis sous sanction de hauts-gradés de l'armée birmane pour violations massives des droits de l'Homme?

## 138

La Birmanie a lancé son premier satellite de télécommunications depuis la base d'Arianespace à Kourou, en Guyane française. Opéré en partenariat avec l'opérateur Intelsat, il doit permettre au gouvernement et à l'armée de ne plus utiliser des appareils américains, chinois ou encore indonésiens. Le coût du programme se chiffre à 138 millions d'euros.



AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

## **Rohingya : commémorations du 25 août**

Près de 200 000 Rohingya réfugiés dans les camps du Bangladesh se sont réunis pour commémorer les deux ans de leur exode massif provoqué par les opérations génocidaires de l'armée, demandant que justice leur soit rendue. Cette commémoration est marquée par de grandes inquiétudes. Inquiétudes relatives à leurs conditions de vie si précaires et éprouvantes au Bangladesh et à leurs perspectives dans ce pays qui affirme « être pris en otage » par leur présence et ne plus pouvoir les accueillir. Inquiétudes concernant leur situation en Birmanie, pays qui continue dans le déni des crimes et poursuit sa politique d'apartheid vis-à-vis des Rohingya, rendant le retour des exilés impossible. 61 organisations humanitaires ont lancé l'alerte dans une **déclaration** publiée le 20 août. Selon les enquêteurs de l'ONU, la responsabilité de l'Etat birman est engagée au titre de la Convention de 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide. Ils continuent par ailleurs de documenter l'intention génocidaire des crimes commis par l'armée en 2017. Un responsable d'Amnesty International craint que l'inaction de la communauté internationale ne crée un précédent : *“un Etat qui décide de se débarrasser d'une minorité : il faut qu'il y ait des poursuites”*. A quand la saisine de la Cour pénale internationale par le Conseil de sécurité de l'ONU? Encore combien de souffrances pour les Rohingya, des deux côtés de la frontière?

## **Nouveau rapport de l'ONU sur le « business » de l'armée : Comment vont les affaires ?**

Paru le 5 août, ce rapport sur les intérêts économiques de l'armée fait sûrement parler de lui. Il dresse un panorama du vaste réseau économique de l'armée (Tatmadaw) et appelle la communauté internationale à rompre ses liens avec les entreprises liées aux militaires. Car toutes les connexions économiques et financières de la Tatmadaw sont susceptibles d'alimenter, d'une manière ou d'une autre, les crimes qu'elle commet. Que vont faire, entre autres, les entreprises répertoriées en annexe en raison de leurs relations avec les deux puissants conglomérats militaires? Citée dans le rapport, l'entreprise belge de communication satellite Newtec a annoncé mettre un terme à sa relation commerciale avec Mytel, opérateur de téléphonie mobile partiellement détenu par l'armée. Une avancée en demi-teinte puisque Newtec figurait déjà dans une liste publiée par l'ONG UK Burma Campaign et avait menacé celle-ci de poursuites si les informations la concernant étaient rendues publiques. La pression augmente? Mais pour qui encore ? Pour les deux entreprises françaises de la liste onusienne ? La Chambre de commerce française en Birmanie vient de publier un *“guide de l'entrepreneur”*, qui n'intègre pas certains aspects très particuliers du contexte birman. L'Ambassadeur de France vient de rencontrer à Paris des entreprises françaises investissant ou souhaitant investir en Birmanie dans le cadre d'un dénommé *«speed dating économique»*. A-t-il été question du contexte birman, gangréné par les affaires économiques des militaires, et de l'importance de développer des échanges avec des entreprises sans lien avec l'armée ?

## **Critiquer l'armée ? Poursuites et prison**

Le militant et réalisateur Min Htin Ko Ko Gyi, qui souffre toujours d'importants problèmes de santé, vient d'être condamné à un an de prison ferme avec travaux forcés par un tribunal de Rangoun. Il avait été interpellé et placé en détention provisoire en avril dernier, après avoir posté sur son compte Facebook un message critiquant le poids de l'armée garanti par la Constitution de 2008. L'alerte rouge sur l'état de la liberté d'expression en Birmanie continue donc de sonner. Au détriment de ceux qui incarnent les valeurs démocratiques qui font si cruellement défaut au pays. L'armée vient d'annoncer des poursuites à l'encontre du révérend Hkalam Samson, président de la Kachin Baptist Convention (KBC), lancées par un haut-gradé du commandement militaire basé dans l'état Kachin. Les propos qu'il a récemment tenus sur la situation de son pays devant Donald Trump à la Maison-Blanche ne sont pas du goût de l'armée : absence de liberté religieuse, importance des sanctions, aspirations à un vivre dans un Etat démocratique et fédéral...

## **Barrage civil à l'hydroélectrique**

La rivière Tanintharyi est l'une des plus larges du sud de la Birmanie. Elle représente, pour la minorité Karen qui habite la région, une ressource inestimable pour se déplacer et s'approvisionner en nourriture et en eau, mais aussi un lieu important pour l'exercice de traditions et de cultures locales. La rivière, son importante biodiversité, et les 76 villages, 6118 foyers et 32008 personnes qui en dépendent se voient cependant menacés par un projet de barrage hydroélectrique. L'électricité générée par ce barrage ne servirait pas à alimenter les villages voisins, qui n'y ont toujours pas accès, mais serait plutôt vendue à l'étranger. Au lieu de bénéficier de cette installation le long de la rivière, il est estimé que les habitants d'au moins 32 villages seraient obligés de se déplacer, et que 58500 hectares de terre seraient détruits. De plus, la population locale s'inquiète de l'effet du barrage sur la paix et la stabilité fragiles de la région, qui a connu six décennies de guerre civile avant de parvenir à un cessez-le feu en 2012. Cette nouvelle installation pourrait forcer d'anciens déplacés et réfugiés à devoir encore une fois fuir de chez eux, et alimenter de nouveaux conflits. Bien que la loi birmane prévoit la consultation des populations autochtones et leur accord libre et informé avant la mise en œuvre de ce type de projet, le gouvernement ne les a pas suffisamment consultées à propos des risques. Cela n'a cependant pas empêché les autorités de signer des accords avec les entreprises qui veulent construire le barrage. La population locale se mobilise.

## **L'enfance perdue dans les conflits birmanis**

Le 30 juillet 2019, le Groupe de travail de l'ONU sur les enfants et les conflits armés a condamné toutes les violences commises contre les enfants dans le contexte des conflits en Birmanie, et exprimé son inquiétude les concernant dans les états d'Arakan, Kachin et Shan. Il adresse des recommandations à toutes les parties au conflit, en particulier à l'armée et aux forces de l'ordre, relatives à leur traitement des Rohingya et des minorités ethniques, mais aussi aux groupes armés ethniques. Pris pour cible dans les conflits, les enfants subissent des violences sexuelles, de l'intimidation et un usage de la force pouvant être mortels. Leur accès à l'éducation est entravé. Le Groupe souligne aussi que malgré des efforts pour lutter contre le recrutement d'enfants-soldats au sein de l'armée, 7 nouveaux enfants ont été recrutés en 2018 et 64 envoyés sur le front. Les groupes armés ethniques tels que la KIA, la TNLA et la KNLA ont recruté 17 mineurs. Dans sa réponse au Groupe, le Conseiller de la Birmanie à l'ONU a souligné les efforts du gouvernement pour lutter contre les violations envers les enfants dans les conflits et exprimé son désaccord quant à l'inclusion de la Tatmadaw dans la catégorie des auteurs des plus graves violations. Le porte-parole de l'armée a déclaré que le recrutement d'enfants-soldats était une pratique passée, malgré les chiffres incriminants. La Birmanie, signataire du Protocole facultatif relatif à l'implication d'enfants dans les conflits armés, ne l'a toujours pas ratifié. Il n'est donc toujours pas contraignant...

## **Les revendications des Kachin loin d'être écoutées**

Ce mois-ci, des militants Kachin sont sortis dans la rue pour protester contre la Constitution de 2008, demandant la réforme de ce texte non-démocratique et véritable obstruction à la paix. Pour eux, la souffrance et l'insécurité que subissent les Kachin ne peuvent être résolues que par l'adoption d'un texte conforme aux normes internationales. Les Kachin sont les grandes victimes de la reprise des combats entre l'armée et la Kachin Independence Army (KIA) en 2011, avec plus de 100 000 déplacés. Aujourd'hui, l'armée tente de rapatrier des déplacés de manière unilatérale. Cette tentative a échoué, sauf dans le village de Nam San Yang, un terrain encore très miné et proche des premières lignes du conflit. Environ 200 personnes sont rentrées dans des conditions incertaines et un climat de méfiance. N'étant plus dans les camps, elles ne reçoivent plus d'aide humanitaire, et aucun soutien du gouvernement. Leurs maisons, détruites pendant la guerre, n'ont pas été reconstruites, et elles doivent s'abriter dans une église. Le CICR n'a pas soutenu cette initiative, et fait part de son inquiétude : en l'absence de cessez-le-feu, les hostilités pourraient reprendre et les conditions du retour ne sont pas du tout garanties.

# FOCUS DU MOIS

## Combats dans le nord de l'état Shan : un inquiétant silence

Le 15 août, trois organisations ethniques armées (OEA) membres de l'Alliance du nord, ont mené une opération coordonnée contre une académie militaire dans la région de Mandalay, deuxième ville du pays et principale artère des échanges commerciaux avec la Chine. Au total, cinq attaques ont été menées ce jour-là : à Pyin Oo Lwin, ville touristique abritant plusieurs casernes, et près de Nan Cho dans l'état Shan, avec un bilan d'au moins quinze morts (dont neuf soldats) et autant de blessés. Ces attaques ont aussi eu pour conséquence de confiner provisoirement une cinquantaine de touristes étrangers dans leurs hôtels à Hsipaw dans l'état Shan, une information qui n'est pas passée inaperçue dans un secteur touristique en alerte.

Bien au-delà, comme le souligne Progressive Voice, il s'agit, potentiellement, d'une extension de la guerre sur des territoires jusqu'à présent épargnés. Qui devrait alerter.

L'AA (Armée de l'Arakan), la TNLA (Armée de Libération nationale Taung) et la MNDA (Armée de l'Alliance démocratique nationale du Myanmar) ont indiqué avoir lancé ces attaques en représailles aux opérations de l'armée dans l'état d'Arakan contre l'AA et dans le nord de l'état Shan contre la TNLA et la MNDA, trois jours après avoir publié un communiqué enjoignant à l'armée de cesser ses opérations. L'armée a réagi en mettant l'offensive de ces 3 OEA - non-signataires de l'Accord national de cessez-le-feu de 2015 - sur le compte d'une récente saisie de drogue dans le nord de l'état Shan.

Force est cependant de constater que cette opération coordonnée était en germe depuis des mois. Elle planait comme une menace de la part de ces OEA dans un contexte d'aggravation récurrente des combats dans l'état d'Arakan depuis novembre 2018 et de l'absence de perspectives de négociation politique. Car depuis la recrudescence des combats dans l'état d'Arakan entre l'AA et l'armée, la position des autorités birmanes consiste à vouloir « *écraser les terroristes* » et se traduit par une intensification des opérations militaires (crimes de guerre et violations des droits humains) et des poursuites judiciaires pour terrorisme contre des responsables de l'AA et des personnes supposément liées à cette OEA. Cette position cadre mal avec la volonté de mener des négociations effectives.

Si des discussions se sont bien tenues à quatre reprises depuis février 2019 entre le gouvernement et l'Alliance du nord dans la perspective affichée de parvenir à la signature d'accords bilatéraux de cessez-le-feu, elles n'ont pas abouti. Les positions sont à l'heure actuelle inconciliables. Aujourd'hui, les perspectives de négociation en vue d'une issue politique s'éloignent donc dangereusement, tandis que les revendications d'autonomie des minorités ethniques persistent à ne pas être prises en compte. Le dialogue politique, pour les plus critiques, n'a même pas encore commencé. D'une certaine manière, ces attaques du 15 août signent l'échec du processus de paix initié en 2011 et qu'Aung San Suu Kyi se targuait de faire aboutir lorsqu'elle menait campagne pour les élections.

L'AA, la TNLA et la MNDA ont d'ailleurs annoncé que les attaques du 15 août ne marquaient qu'un début et que d'autres suivraient. Le 22 août, l'armée a menacé d'une "guerre totale" lors d'une conférence de presse du général Tun Tun Nyi qui s'est tenue dans la capitale.

Dans l'immédiat, ces attaques du 15 août ont eu pour effet d'aggraver la situation dans le nord de l'état Shan. Une zone censément couverte par le cessez-le-feu unilatéral que l'armée avait décrété en décembre dernier et qui courait jusqu'à la fin de ce mois d'août, mais qui n'a jamais été respecté. Ni par l'armée, ni par des OEA s'y affrontant entre elles.

Les combats dans le nord de l'état Shan affectent les populations civiles d'une manière dévastatrice : des villageois piégés par les combats dans le village de Mong yu, un conducteur d'ambulance tué dans sa mission humanitaire, plus de 3500 déplacés cherchant à se réfugier dans des monastères et des églises, des besoins importants d'aide humanitaire.

Les combats continuent le long de la voie nationale Muse-Mandalay, avec des opérations militaires terrestres et aériennes contre les OEA, qui ont attaqué quatre ponts majeurs le long de l'axe routier menant aux deux principaux sites des échanges commerciaux transfrontaliers entre la Chine et la Birmanie.

Le media Frontier Myanmar évoque une population civile terrorisée, prise dans les combats. Un habitant affecté, faisant référence aux responsables politiques birmans, exprime sa déception de constater qu'aucun responsable au niveau national n'a rien dit des combats en cours dans le nord de l'état Shan. « *Ils sont ceux sur lesquels nous comptons pour dire quelque chose. Je crois que toutes les personnes qui se trouvent en zone de guerre veulent les entendre et voir un engagement ou une action de leur part face aux combats.* »

En lieu et place de ces mots attendus, un représentant d'Aun San Suu Kyi a rencontré la Chine pour l'assurer de la stabilité à sa frontière. Manifestant ainsi l'importance primordiale accordée aux projets économiques développés par la Chine et la Birmanie dans des états qui ne connaissent pas la paix. Une priorité paradoxale?

Car, pour le Kachin Women Peace Network : « *Quand il y a des projets chinois, il y a davantage de combats. C'est inévitable, parce que les militaires essaient de protéger les intérêts chinois ou lancent des opérations dans les zones couvertes par les projets. Tant qu'il n'y aura pas de négociations avec la population locale et les groupes ethniques au sujet de ces projets, il y aura plus de combats dans ces zones.* »

A quand un dialogue politique inclusif avec toutes les parties au conflit dans le but d'établir une Union fédérale et démocratique? La paix sera-t-elle encore une promesse de campagne en 2020?

En septembre, deux projections-débats : le samedi 7 & le mercredi 18!

FONDATION  
**GoodPlanet** **INFO BIRMANIE**

PROJECTION-DEBAT  
SAMEDI 7 SEPTEMBRE 2019  
15H-17H30  
A LA FONDATION GOODPLANET

One woman's quest to expose the darkest secret on the sea.

**GHOST FLEET**  
www.GhostFleet.Com #GhostFleetFilm

Vos crevettes ont-elles été pêchées par des esclaves ?

SYNOPSIS  
Film de Shannon Service & Jeffrey Waldon  
(90 min, VOSTF, 2018)

Ghost Fleet suit un petit groupe d'activistes qui risquent leurs vies sur des îles isolées au large de l'Indonésie pour rendre la liberté à des pêcheurs réduits en esclavage... pour alimenter notre besoin mondial insatiable de poissons et de fruits de mer. Basée à Bangkok, Patima Tungpuchayakul, militante abolitionniste thaïlandaise, consacre sa vie à aider ces hommes "perdus" à rentrer chez eux et obtenir justice. Ce film nous livre son combat.

Projection suivie d'un débat en présence d'Info Birmanie et de Cécile Allegra, reporter de guerre et co-réalisatrice du documentaire "Voyage en Barbarie" sur le trafic d'êtres humains dans le Sinaï (Prix Albert Londres 2015)

**GHOST FLEET**  
www.GhostFleet.Com #GhostFleetFilm

Inscription gratuite (obligatoire) :  
<https://www.weezevent.com/projection-ghost-fleet>

Accès : Fondation GoodPlanet  
1 Carrefour de Longchamp 75116 Paris Tel : 01 48 42 76 05

**TERRE HOMMES FRANCE**  
POUR LE DROIT À VIVRE DIGNES

Cette projection-débat s'inscrit dans le cadre d'un projet visant à réduire la vulnérabilité des migrants entre la Thaïlande et la Birmanie, mené par Terre des Hommes France (TDH) en partenariat avec Info Birmanie.

**Mercredi 18 septembre 2019 19h30 : Projection du film "Mère, Fille, Soeur" réalisé par Jeanne Hallacy suivie d'un débat - au REV CAFE à Montreuil ("Amae, Thamee, Ama" 30 min. VOSTF © 2018 Kirana Films)**



**Ce documentaire, projeté en avant-première en France, donne la voix à des femmes Rohingya et Kachin qui appellent à la fin des violences sexuelles dans les conflits en Birmanie.** A travers l'histoire de quatre femmes. Ces témoignages poignants de rescapées, de témoins et de militantes révèlent l'impact profond et durable de la violence sexuelle et le traumatisme qu'elle provoque au sein des communautés, tout en livrant les histoires de femmes de courage qui en appellent à la justice et à la fin de l'impunité. Alors que les enquêteurs de l'ONU viennent de publier un rapport édifiant sur les violences sexuelles infligées par l'armée birmane aux minorités ethniques, venez découvrir les témoignages de ces femmes et partager leur combat pour la justice. **La projection sera suivie d'un débat en présence de Sophie Brondel, coordinatrice d'Info Birmanie, et de Véronique Nahoum-Grappe, anthropologue, qui évoquera avec nous les spécificités du viol comme arme de guerre. Retrouvez-nous le mercredi 18 septembre à 19h30 au Rêv Café, 54ter rue Robespierre 93100 Montreuil / Metro Robespierre.**

AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE